

La  
Revue  
du

# Trombinoscope

L'information professionnelle du monde politique

Mars 2017 - N°213

## INTERVIEW JEAN-DOMINIQUE GIULIANI

PRÉSIDENT DE  
LA FONDATION  
ROBERT SCHUMAN

« L'INTÉGRATION  
PAR L'EXEMPLE,  
LA CLÉ POUR UNE  
EUROPE  
PUISSANTE »



## DOSSIERS

Présidentielle : politique étrangère  
Paquet Télécom  
Auvergne-Rhône-Alpes

## RETROUVEZ LES PAGES

Nominations  
Missions  
Élections

# JEAN-DOMINIQUE GIULIANI

« L'INTÉGRATION PAR L'EXEMPLE, LA CLÉ POUR UNE EUROPE PUISSANTE »

Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, vient de publier l'ouvrage *Pour quelques étoiles de plus\**, réflexion sur la politique européenne de la France. A l'heure où notre pays s'apprête à choisir un nouveau président de la République, il partage son analyse sur la situation nationale.

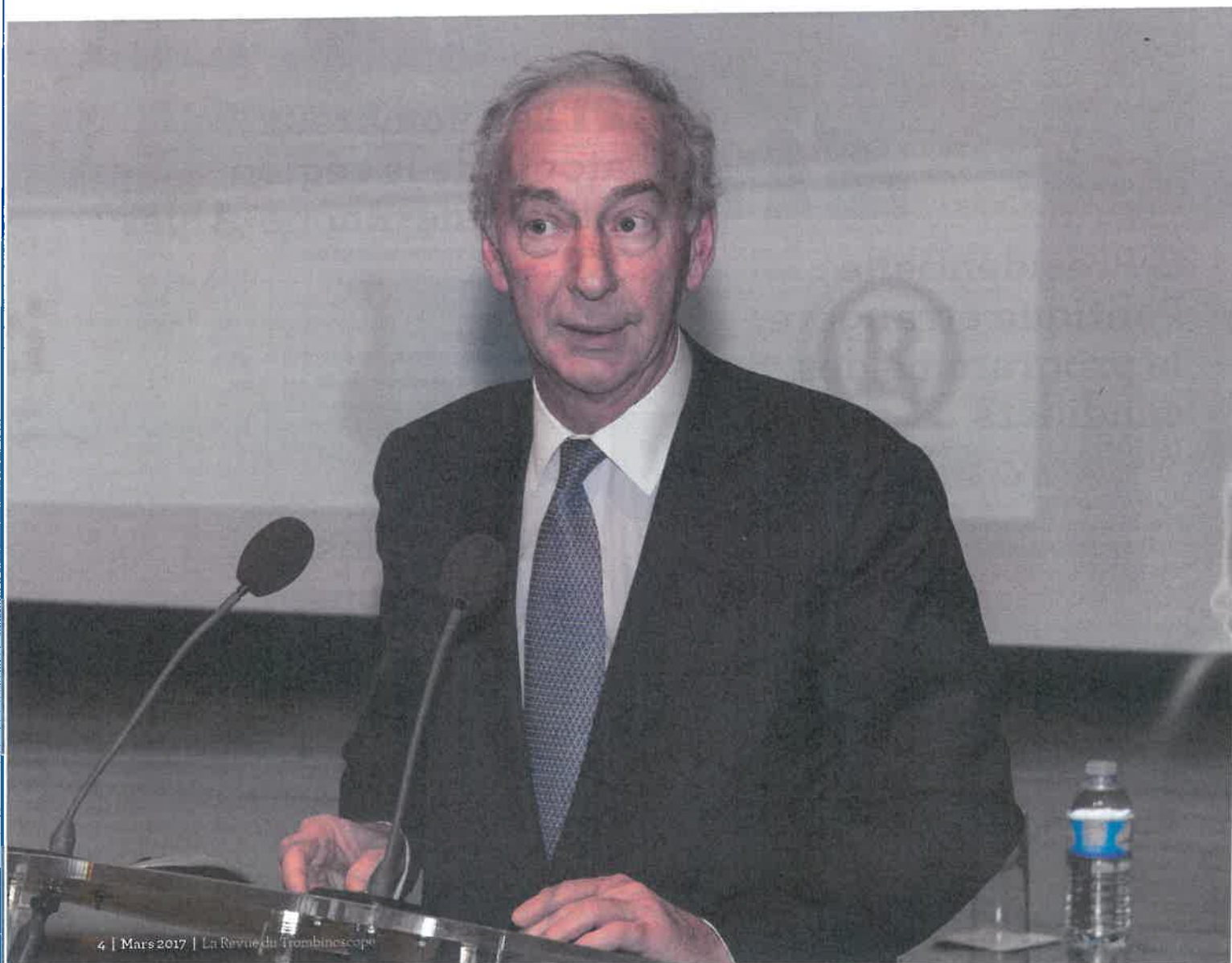
Propos recueillis par Marjolaine Koch

**L'**Europe parviendra-t-elle un jour à « prendre du poids » dans les relations internationales ? Quand les États membres le souhaiteront. Je suis très frappé par la rhétorique française sur l'Union européenne, que ce soit pour la diplomatie, la défense, la politique économique voire les compétences migratoires : ce ne sont pas des compétences transférées à l'Union européenne. C'est aux États membres de

mener l'essentiel des avancées pour régler ces problèmes. Quand ils trouveront un intérêt à parler en commun, même à quelques-uns au départ, l'Union prendra du poids.

**Qu'est-ce qui pourrait déclencher cela ?**

La sécurité et la défense pourraient être un déclencheur. La nouvelle attitude américaine si elle se confirmait, obligerait les États européens à prendre en charge leur propre défense. Elle





est aujourd'hui assurée par l'OTAN et ils restent des profiteurs du parapluie américain. Si Donald Trump devait confirmer ses orientations isolationnistes - qui sont la suite logique de la politique de retrait de Barack Obama en beaucoup plus excessif - les États membres qui en ont la capacité devraient pallier ce recul américain et organiser une défense de l'Europe autonome, indépendante et crédible. L'Europe est la première puissance commerciale du monde et le premier PIB du monde malgré sa petite taille, devant la Chine et les USA. Elle ne peut pas faire abstraction de sa position sur la scène internationale. Sa diplomatie doit être crédibilisée par des outils de défense, une alliance de défense et une volonté de s'assumer comme puissance. Ce n'était pas sa priorité jusqu'ici puisqu'il fallait décroquer l'Europe, championne des murs, des obstacles à la circulation des hommes, des biens et des marchandises en son sein. Maintenant, elle doit se tourner vers l'extérieur et se penser en puissance. Le débat a lieu. Mais si pour la France cela paraît naturel d'envisager une Europe puissante, ce ne l'est pas pour d'autres, du fait de leur histoire. Personne ne veut faire la guerre, mais il faut toujours la préparer pour être crédible.

#### Quels pays peuvent prendre le rôle de chef de file ?

On pense naturellement au Royaume-Uni, à la France et à l'Allemagne. Même si le Royaume-Uni quitte l'UE, par sa position géographique il est concerné par la défense de l'Europe. L'Allemagne a compris que sa puissance économique ne suffit pas, elle veut faire des efforts en la matière. Et la France est la seule sur le continent à avoir une armée vraiment crédible, qui possède l'ensemble du spectre de la dissuasion à l'intervention extérieure. Elle peut prendre la tête, mais ce n'est un leadership pour s'imposer aux autres, c'est un leadership par l'exemple. Montrer l'exemple en restant ouvert à ceux qui voudraient rejoindre une défense de l'Europe plutôt qu'une défense européenne. C'est une théorie que je développe dans mon nouvel ouvrage\* : en matière de migration, d'économie, de sécurité, il n'est plus possible d'avancer par une intégration avec une volonté exprimée par les 27 ou les 28, qui confient ensuite à la Commission européenne le soin de faire des lois. Cette démocratie à deux étages est peu lisible et peu efficace car à 27, les plus petits dénominateurs communs prévalent souvent.

Dans la situation présente, on peut imaginer de procéder autrement : si deux États-membres prennent une initiative dans un domaine, que ce soit en matière fiscale ou migratoire par exemple, il peuvent être suivis par d'autres États, et l'initiative peut se communautariser. L'intégration par l'exemple, c'est très concret. Les accords de Schengen sont nés de cette manière en 1985, d'une initiative franco-allemande avec les trois pays du Benelux. Tout dépend de la volonté des capitales, ce sont elles qui détiennent le leadership. L'Europe est davantage malade de ses États membres que de ses institutions, même si on peut critiquer la manière dont elles fonctionnent.

**Sent-on une volonté de la part des États membres d'aller dans ce sens ? Nous vivons plutôt une grosse défiance générale, tant de la part des peuples que de certains gouvernants.**

Absolument, parce que nous sommes parvenus à un stade d'intégration beaucoup plus important qu'on ne le croit. A la différence

des Fédérations traditionnelles, on a construit l'Europe à l'envers : à la sortie de la guerre, on ne pouvait pas partager les armées, les polices, la monnaie... Nous nous sommes bâtis sur des valeurs communes fondamentales : par exemple, aucun État membre ne peut pratiquer la peine de mort, à la différence des États-Unis. Avec le soixantième anniversaire du traité de Rome, nous avons l'occasion de tourner le regard vers l'avenir. Si l'on veut gagner en

indépendance et en efficacité, pour la monnaie par exemple, il faut conforter l'euro définitivement. L'euro nous a redonné une souveraineté monétaire qu'on avait perdue à force de dévaluations. Avec les élections en France, aux Pays-Bas et en Allemagne, 2017 est une année charnière. Attendons la fin de cette année et préparons une vraie relance européenne.



## « L'Europe est davantage malade de ses États membres que de ses institutions, même si on peut critiquer la manière dont elles fonctionnent »

#### Comment appréhendez-vous le Brexit ? Les conséquences pour l'UE sont-elles prévisibles ?

C'est une négociation extrêmement complexe qui a lieu pour la première fois. Les Britanniques vont découvrir combien nous sommes déjà intégrés dans toute une série de domaines techniques. C'est très difficile à démêler, mais c'est aussi une négociation politique car être membre ou non de l'Union est une décision politique.

La sortie du Royaume-Uni n'est pas une bonne nouvelle, c'est une amputation sur le plan diplomatique, militaire, culturel. Mais après tout le Royaume-Uni a toujours été mal à l'aise au sein de l'UE. Il faut en prendre acte et négocier un bon deal, raisonnable, pour qu'il y ait le moins de conséquences possibles. Il y aura incontestablement des conséquences économiques plus importantes pour le Royaume-Uni, mais il y aura aussi des conséquences pour l'UE et ses États membres. Les pêcheurs bretons pêchent dans les eaux britanniques, le commerce extérieur français est excédentaire de 12 milliards d'euros par an avec le Royaume-Uni... Tout ceci pousse à une négociation sereine, à un modus vivendi avec des périodes de transition qui vont s'imposer assez naturellement.

#### Parmi les candidats à la présidentielle, quelles approches vous semblent les plus appropriées pour renforcer à la fois l'Union et la position de la France au sein de l'UE ?

Je ne prendrai pas parti au nom de la Fondation, mais je ne peux que regretter d'entendre un discours sur l'Europe qui manifeste une réelle indifférence : elle n'occupe qu'un quart d'heure dans les débats des candidats, les propositions sont d'une banalité affligeante. Six des onze candidats souhaitent une sortie de l'UE mais je ne crois pas vraiment qu'ils sachent de quoi ils parlent. Plutôt que de remettre en cause les règles en permanence, essayons d'adapter la situation dans laquelle nous sommes pour répondre aux demandes de nos concitoyens qui sont troublés. Le débat européen doit sortir du passionnel et doit être concret. Dès le mois de mai, le prochain président aura un Conseil européen avec le Brexit au menu, une réunion de l'Otan, puis du G7 en Italie, du G20 à Hambourg... il est plongé dans le bain européen le lendemain de son élection et je n'ai pas l'impression qu'un seul des candidats ait bien mesuré la tâche qui l'attend. ●

\* Pour quelques étoiles de plus, Quelle politique européenne pour la France, pour le prochain président de la République ? Éditions Lignes de repères